

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 5 - 7 février 2003

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2003/6-A/2
6 janvier 2003
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— TADJIKISTAN 10231.0

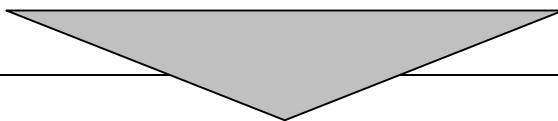
Assistance aux ménages vivant dans l'insécurité alimentaire et activités de redressement au Tadjikistan

Nombre de bénéficiaires	1 482 600
Durée du projet	Deux ans (1er juillet 2003–30 juin 2005)

	Coût (dollars E.-U.)
Coût total pour le PAM	74 756 134
Coût total des produits alimentaires	36 261 180

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Asie centrale (ODC): M. K. Adly

Attachée de liaison principale, ODC: Mme D. Owen tél.: 066513-2800

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Onze ans après son accession à l'indépendance, le Tadjikistan demeure confronté à une situation humanitaire complexe et précaire, et les dommages causés par la guerre civile pendant la période 1992–1997 demeurent visibles. En outre, une grave sécheresse, en 2000-2001, a affecté plus de 1 million de personnes. Du fait du déclin généralisé de l'activité économique, les taux de pauvreté, déjà élevés, ont encore empiré, et il est apparu des poches de population souffrant d'un grave dénuement et de l'exclusion sociale. Le Tadjikistan, pays à faible revenu et à déficit vivrier, est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde, et ses indicateurs du développement humain continuent de baisser. Environ 83 pour cent de la population vit au-dessous du seuil national de pauvreté, défini comme étant moins de 10 dollars par personne et par mois. L'effondrement de l'activité touche tous les secteurs, y compris l'agriculture, l'industrie, les soins de santé et l'éducation. Toutes les informations disponibles portent à conclure que cette situation a eu un impact encore plus marqué sur les femmes.

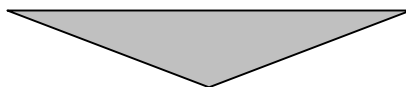
Bien que la sécheresse ait disparu, l'important déficit vivrier au plan national persistera aussi longtemps que les problèmes structurels et techniques du secteur agricole n'auront pas été réglés. Particulièrement inquiétante pour le PAM est l'insécurité alimentaire chronique qui affecte de vastes secteurs de la population. Les ménages, n'ayant que très peu d'argent, peuvent difficilement acheter des aliments et n'ont pas un accès suffisant à la terre et aux intrants pour pouvoir produire les aliments pour la consommation familiale. Les effets cumulés d'une mauvaise nutrition se manifestent par un taux de troubles de croissance de 31 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans et par une forte incidence des risques de malnutrition chez les enfants.

L'appel commun interorganisations pour 2003 prévoit: i) la poursuite des efforts déployés pour réduire les pertes de vies humaines causées par la malnutrition et l'insuffisance des soins de santé; ii) une réduction de la pauvreté extrême grâce à une amélioration durable de la sécurité alimentaire et de l'accès aux services sociaux de base; et iii) un appui pour la création d'activités génératrices de revenus qui permettent de réduire le chômage, de répartir plus équitablement les avantages de la croissance et d'améliorer les conditions de vie des groupes les plus pauvres. À l'intérieur de ce cadre, le PAM envisage de continuer à fournir une aide alimentaire aux ménages qui vivent dans les régions géographiques marginalisées et qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire, tout en orientant la majorité des ressources disponibles vers des activités de redressement de nature à promouvoir la sécurité alimentaire et l'autonomie. Ces activités comprendront notamment des programmes de multiplication de semences, des activités vivres-contre-travail (VCT) afin de reconstituer des avoirs productifs et l'infrastructure de base des communautés et des activités vivres pour la formation (VPF) afin de diffuser de nouvelles technologies agricoles et d'appuyer des projets générateurs de revenus de petite envergure, l'accent étant mis en particulier sur les femmes. Par ailleurs, il est envisagé, dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR), d'élargir le programme d'alimentation scolaire pour que puissent en bénéficier 370 000 élèves des écoles primaires d'ici à la fin de 2005. Une aide alimentaire supplémentaire sera fournie aux enfants souffrant de malnutrition et à leurs familles, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, aux tuberculeux et aux patients des établissements sociaux pour handicapés mentaux. L'IPSR tendra à intégrer la problématique hommes-femmes à toutes les activités, conformément à la Politique du PAM concernant la problématique hommes-femmes



(2003-2007) et aux Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes. Les activités seront exécutées en étroite collaboration avec les organismes compétents des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales, les autorités locales et les communautés. Sur une période de deux ans, l'IPSR proposée devrait toucher 1 482 600 bénéficiaires auxquels seront distribuées 142 084 tonnes de produits alimentaires.

Projet de décision*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Tadjikistan 10231.0—Assistance aux ménages vivant dans l'insécurité alimentaire et activités de redressement au Tadjikistan (WFP/EB.1/2003/6-A/2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document contenant les Décisions et recommandations adoptées par le Conseil publié à la fin de la session.



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. Avant l'effondrement de l'Union soviétique, le Tadjikistan était l'une des quatre Républiques soviétiques où les revenus par habitant étaient les plus faibles et où la proportion de population vivant dans la pauvreté était la plus forte. Après son accession à l'indépendance, en 1991, le produit intérieur brut (PIB) du pays a considérablement fléchi du fait de la mise en route d'une transition difficile d'une économie dirigée vers un système fondé sur le marché, de la coupure des liens économiques avec l'ancienne URSS et de la disparition des allocations budgétaires de Moscou, qui avaient financé jusqu'à 40 pour cent du budget du pays.
2. Une guerre civile très destructrice, en 1992–1997, a décimé l'infrastructure économique et sociale, déjà fragile, tandis que de nombreux villages ont été détruits et les maisons réduites à l'état de gravas. La guerre civile a fait au moins 50 000 morts et a déplacé 850 000 personnes, dont 250 000 ont cherché refuge dans les pays voisins. La délinquance, le terrorisme et les enlèvements de civils, y compris des membres du personnel des Nations Unies, ont causé une situation de chaos dans l'ensemble du pays. En 1997, le gouvernement et la plupart des mouvements d'opposition sont parvenus à un accord de paix et sont convenus de se partager le pouvoir et de stabiliser le pays.
3. Le Tadjikistan a dû alors faire face à une nouvelle calamité: la réduction des précipitations et des chutes de neige, en 2000 et en 2001, a entraîné la pire sécheresse depuis 75 ans, qui n'a fait qu'aggraver les problèmes déjà sérieux du secteur agricole du pays. Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des cultures et des disponibilités alimentaires (CFSAM) a estimé qu'en 2000 et 2001, la production céréalière avait été de 236 000 tonnes et 300 000 tonnes respectivement, soit un peu plus d'un quart seulement des besoins nationaux annuels, et a recommandé la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence.
4. En 2002, l'amélioration des précipitations a permis des rendements plus élevés, mais les superficies emblavées ont été réduites de 11 pour cent par rapport à l'année précédente, faute d'intrants de production après deux années de sécheresse¹. En juin 2002, la CFSAM a prédit que la production céréalière de la campagne 2001/2002 serait de 444 000 tonnes, soit 30 pour cent de plus que l'année précédente, qui avait été marquée par la sécheresse, mais ce chiffre ne représentant encore que 40 pour cent des besoins estimatifs en céréales du pays. Les importations commerciales ont été estimées à 450 000 tonnes et les stocks et promesses d'aide alimentaire à 93 414 tonnes. Il faudra par conséquent fournir une aide alimentaire pour couvrir le déficit de 112 000 tonnes pendant l'année de commercialisation 2002/2003.
5. Les effets de la guerre, de la sécheresse et de l'effondrement de l'économie se sont traduits par une situation humanitaire précaire et complexe. Le Tadjikistan, pays à faible revenu et à déficit vivrier, est lourdement tributaire de l'aide internationale pour nourrir sa population. L'on estime que 30 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique et une forte proportion d'entre eux sont exposés au risque de malnutrition². Le taux de

¹ CFSAM, rapport spécial, août 2002.

² Action contre la faim, 2002, enquête nutritionnelle nationale —Tadjikistan, mai/juin.



mortalité infantile est de 89 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans de 126 pour 1 000, chiffre d'ailleurs en augmentation³. Les soins de santé demeurent médiocres et sont lourdement tributaires des médicaments essentiels fournis par des organisations internationales. Particulièrement préoccupants sont le manque de vaccins et les moyens de maîtriser les épidémies très diverses auxquelles la population est de plus en plus vulnérable. Environ 43 pour cent de la population n'a pas accès à l'eau salubre, ce qui se traduit par une forte incidence de maladies transmises par l'eau et contribue à des taux élevés de mortalité et de malnutrition⁴. L'éducation continue de décliner, les ressources affectées à ce secteur étant en baisse et les parents n'ayant pas les moyens d'acheter les fournitures scolaires essentielles. La situation des ménages dirigés par des femmes est particulièrement préoccupante: la guerre a fait 25 000 veuves et bien d'autres encore ont perdu leurs maris et leurs fils, allés chercher du travail ailleurs. La pauvreté généralisée et la faible capacité d'intervention et d'atténuation des effets des catastrophes des structures nationales amplifient les effets des catastrophes naturelles auxquelles le pays est périodiquement exposé, comme inondations, glissements de terrain et tremblements de terre.

6. L'intervention du PAM au Tadjikistan a commencé à la mi-1993, date à laquelle le Programme a lancé l'opération d'urgence 5253 pour secourir près de 500 000 personnes affectées par la guerre dans la région de Khatlon. À la mi-1994, face à la dégradation de la situation sociale, l'opération d'urgence a été réorientée pour être transformée en un programme d'aide aux groupes vulnérables sur l'ensemble du territoire national. Quelque 50 pour cent des bénéficiaires étaient des retraités, 40 pour cent des familles monoparentales et 10 pour cent les patients d'établissements d'assistance sociale. Une petite proportion de l'aide alimentaire du PAM a été utilisée pour des activités VCT afin de remettre en état les infrastructures endommagées par la guerre et d'appuyer des projets pilotes de développement agricole. Après que l'opération d'urgence 5253 ait été prolongée à trois reprises (1993 à 1999), période pendant laquelle le PAM a livré pour 101 000 tonnes de secours d'urgence, le Conseil d'administration a, en mai 1999, approuvé l'IPSR 6087.00, ce qui a marqué le début d'une phase de redressement tendant à satisfaire les besoins d'une population vulnérable plus large.
7. L'IPSR 6087.00 a débuté en juillet 1999, et il a été fourni une assistance à 370 000 bénéficiaires, qui ont reçu au total 45 815 tonnes de produits alimentaires. Si une aide alimentaire a continué d'être fournie au titre de l'élément secours aux ménages les plus vulnérables et les plus sérieusement touchés par l'insécurité alimentaire, l'élément redressement a fait appel à des activités VCT pour remettre sur pied l'infrastructure agricole et reprendre des programmes de baux ruraux et d'activités VPF pour appuyer les programmes de formation organisés dans le cadre du projet ainsi que des projets générateurs de revenus de petite envergure. L'arrivée d'une grave sécheresse, en 2000, a exigé une augmentation considérable des secours, et l'opération d'urgence 6288.00 a été lancée en octobre 2000 pour distribuer 127 821 tonnes d'aide alimentaire à 1,16 million de personnes qui avaient perdu tout ou partie de leurs récoltes. La persistance de la sécheresse, jusqu'à la fin de 2001, et la confirmation par une CFSAM que le pays continuerait de connaître un déficit vivrier en 2000 ont conduit le PAM à prolonger l'opération d'urgence jusqu'à décembre 2002. Simultanément, le prolongement de l'IPSR 6087.01 a été approuvé en mai 2001 et il a été engagé 86 213 tonnes de produits (quantité ultérieurement portée à 95 520 tonnes) pour secourir 575 000 personnes

³ UNICEF, 2000, Enquête en grappes à indicateurs multiples.

⁴ Ibid.



vulnérables au moyen de différentes activités de secours et de redressement pendant la période allant de juillet 2001 à juin 2003.

8. Bien que la sécheresse ait disparu depuis lors, la persistance de déficits vivriers au plan national ainsi qu'au niveau des ménages signifie que l'aide alimentaire fournie au titre de l'IPSR demeure un moyen important de combattre les causes et les symptômes de la pauvreté au Tadjikistan.

Analyse de la situation

9. Le Tadjikistan est un pays montagneux sans littoral. Bien que les terres arables ne représentent que 7 pour cent de la superficie totale du pays —143 100 km²— l'agriculture est l'un des secteurs les plus importants de l'économie du pays, avec 17 pour cent du PIB et 65 pour cent de l'emploi. Au cours des dix dernières années, l'état de dilapidation dans lequel se trouvaient les ouvrages d'irrigation et les machines et le manque d'accès à des intrants agricoles suffisants, aux marchés et au crédit ont sérieusement freiné la croissance de l'agriculture. La production agricole actuelle est inférieure à la moitié de ce qu'elle était en 1991 et la productivité est de 44 pour cent seulement. En outre, les intrants et les meilleures terres irriguées continuent d'être consacrées à la culture du coton, aux dépens du blé, et ce en dépit de la baisse des cours internationaux du coton en fibres. Le coton est la principale culture commerciale du pays et, avec l'aluminium, représente plus de 70 pour cent des recettes en devises. Par conséquent, la fluctuation des cours internationaux du coton en fibres et de l'aluminium a un impact direct sur la capacité nationale d'importer des produits alimentaires et les intrants nécessaires pour produire des aliments⁵.
10. Le déclin continu et rapide de l'activité économique au Tadjikistan se reflète dans son recul dans le classement sur l'échelle de l'indice du développement humain, tombant de la 103^e place en 2001 à la 112^e en 2002, et est des 15 anciennes Républiques soviétiques celle qui a le plus faible PIB par habitant (167 dollars par an). Approximativement 83 pour cent de la population du Tadjikistan (6,5 millions d'habitants) vivent au-dessous du seuil national de pauvreté⁶, 33 pour cent sont considérés comme très pauvres et 17 pour cent comme extrêmement pauvres⁷. La pauvreté est un phénomène essentiellement rural étant donné que 70 pour cent de la population totale vit en milieu rural.
11. Bien que, selon les statistiques officielles, le chômage soit de 2,50 pour cent seulement, nombre de ceux qui sont ostensiblement rangés inscrits comme travailleurs sont en fait au chômage. La chômage caché, particulièrement lorsque la demande de travailleurs saisonniers est faible, atteint sans doute jusqu'à 33 pour cent⁸. Les salaires sont bas, et le salaire mensuel nominal moyen en 2001 était de 25,07 roubles tadjikes, soit l'équivalent de 10,60 dollars par mois. Plus de 35 pour cent des travailleurs, dans tous les secteurs de l'économie, sont payés en retard, surtout parmi les couches les plus pauvres de la population. Cela signifie que nombre de ceux qui ont un travail, spécialement ceux qui ont des familles nombreuses, sont néanmoins parmi les pauvres.

⁵ CFSAM, rapport spécial, août 2002.

⁶ Défini par le Bureau national de statistique comme étant de 20 roubles tadjikes (environ 8,5 dollars) par personne et par mois.

⁷ Banque mondiale, 2000, Évaluation de la pauvreté au Tadjikistan, avril.

⁸ Gouvernement du Tadjikistan, 2002, Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, avril.



12. La diminution des ressources de l'État a sérieusement affecté le bien-être des personnes rangées dans la catégorie des "traditionnellement pauvres", c'est-à-dire les personnes âgées, les invalides et les membres de familles incomplètes. En 2001, la pension moyenne était de 6,01 roubles tadjikes par mois, soit l'équivalent de 2,5 dollars, et même ce montant négligeable n'est pas payé régulièrement. Faute de financement, les établissements qui accueilleraient précédemment les invalides, les orphelins et les autres nécessiteux survivent à peine aujourd'hui.
13. Le manque de possibilités économiques alimente l'exode rural et les migrations de main-d'oeuvre vers d'autres pays de la Communauté d'États indépendants (CEI), principalement la Fédération de Russie et le Kazakhstan. Selon l'Organisation internationale des migrations, le nombre de travailleurs migrants est estimé comme étant de 200 000 à 400 000. Les fonds rapatriés par les travailleurs employés au Tadjikistan ou dans d'autres pays de l'ancienne Union soviétique représentent plus de 11 pour cent du revenu total de tous les ménages tadjikes et 14 pour cent du revenu des ménages les plus pauvres⁹.
14. Environ 94 pour cent des ménages ruraux ont accès à la terre, notamment potagers et lopins individuels, et pratiquent une culture intensive et, lorsque cela est possible, une double culture. Cependant, la superficie moyenne des lopins exploités par des ménages étant de 0,13 hectare, la production propre ne peut, dans le meilleur des cas, que couvrir 50 pour cent des besoins alimentaires annuels, même dans les circonstances les plus idéales¹⁰. L'enquête sur les niveaux de vie au Tadjikistan réalisée par la Banque mondiale en 1999 a constaté que l'alimentation constituait le principal poste de dépenses pour les ménages et qu'un tiers des ménages interrogés avaient dû s'endetter pour acheter des aliments.
15. Par ailleurs, il ressort de l'enquête nationale sur la nutrition réalisée par Action contre la faim en mai/juin 2002 que le taux de malnutrition chronique est de 30,9 pour cent et que le taux de malnutrition aiguë de 4,9 pour cent, 0,8 pour cent des enfants ayant un indice Z inférieur à -3 pour ce qui est du rapport poids/taille. Ainsi, les enfants du premier âge (de 6 à 29 mois) étaient de 2,3 à 7,5 fois plus exposés à la malnutrition aiguë que leurs aînés (de 30 à 59 mois). Bien que l'enquête ait relevé une nette réduction des taux de malnutrition aiguë recensés six mois plus tôt, elle a souligné qu'une forte proportion d'enfants risquaient de souffrir de malnutrition s'ils tombaient malades ou étaient sérieusement sous-alimentés.
16. L'accès aux soins de santé devient également de plus en plus difficile. Les pots-de-vin qu'il faut payer pour avoir accès aux services médicaux découragent les pauvres de se faire soigner. Lorsqu'une hospitalisation s'impose, les ménages doivent vendre le peu qu'il leur reste pour faire face aux frais médicaux, ce qui ne fait que les appauvrir encore plus. De ce fait, l'incidence de maladies infectieuses fatales comme la tuberculose, la typhoïde, le choléra et le paludisme, ainsi que de maladies chroniques, est en hausse. Le coût humain de la transition se reflète également dans les taux de mortalité maternelle et infantile. Le taux de mortalité maternelle a été estimé à 100 pour 100 000 naissances vivantes, près de la moitié des accouchements ayant lieu au foyer sans l'aide de personnel spécialisé¹¹. Le taux de mortalité infantile est estimé à 89 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de

⁹ Banque mondiale, 2000, Évaluation de la pauvreté au Tadjikistan, avril.

¹⁰ CFSAM, rapport spécial, août 2002.

¹¹ UNICEF 2001, "Plan de redressement pour les femmes et les enfants affectés par l'aggravation de la sécheresse au Tadjikistan", août.



mortalité des enfants de moins de 5 ans de 126 pour 1 00012. Les taux de malnutrition, de morbidité et de mortalité parmi les personnes vivant dans les établissements d'assistance sociale, en particulier les patients des hôpitaux psychiatriques, sont préoccupants aussi.

17. L'incidence de la malnutrition est liée aussi au manque d'accès à l'eau salubre, situation qui affecte près de la moitié de la population. Dans les campagnes, la majorité de la population utilise l'eau des canaux, s'exposant ainsi à la diarrhée et à des épisodes de maladies transmises par l'eau comme la typhoïde et le choléra, qui sont actuellement en augmentation.
18. L'éducation perd peu à peu de sa priorité pour beaucoup de ménages qui luttent pour satisfaire les besoins plus essentiels. De plus en plus, les enfants dont les familles n'ont pas les moyens d'acheter des vêtements appropriés, des manuels et des fournitures scolaires et de prendre en charge les autres frais connexes soit ne fréquentent pas l'école, soit abandonnent leurs études. Il ressort d'une étude réalisée conjointement par l'UNICEF et l'UNESCO que 13,7 pour cent des enfants en âge de fréquenter l'école élémentaire et 11,7 pour cent des enfants en âge de fréquenter l'école secondaire ne vont pas à l'école¹³; il s'agit là d'un recul important si l'on considère qu'avant 1991 les taux de scolarisation étaient élevés et que l'éducation était presque universelle.
19. Les effets conjugués d'une pauvreté généralisée et de la faiblesse des capacités d'intervention et d'atténuation des effets des catastrophes des organismes gouvernementaux amplifient les effets négatifs des catastrophes naturelles auxquelles le Tadjikistan est périodiquement exposé. Depuis le début de 2002, le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a estimé qu'il y a eu plus de 65 catastrophes de faible envergure qui ont directement ou indirectement affecté plus de 200 000 personnes. Beaucoup de communautés parmi lesquelles les catastrophes ont fait des morts et des dégâts sont incapables de recouvrer leurs moyens de subsistance, ce qui ne fait que prolonger leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire internationale. Les catastrophes naturelles sont exacerbées par la progression du déboisement et d'une érosion des sols, le manque d'accès à d'autres types de combustible obligeant la population à abattre les arbres.

⇒ La situation des femmes

20. Pendant l'ère soviétique, l'un des piliers de la politique de l'État était l'égalité entre hommes et femmes, de sorte que celle-ci ne constitue pas un problème au Tadjikistan. La Constitution garantit l'égalité des droits et des libertés de tous et reconnaît que la participation active des femmes dans tous les domaines de la société —politique, économique et structurelle— est dans l'intérêt de l'épanouissement humain.
21. Il ressort néanmoins des rares informations disponibles que la période de transition a entraîné et/ou intensifié les disparités entre les sexes. Une enquête menée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et *Relief International* en 1996 est parvenue à la conclusion que les femmes étaient plus exposées que les hommes à la malnutrition car elles mangeaient les dernières et mangeaient moins, qu'elles étaient plus sérieusement affectées par l'effondrement des prestations sociales car c'étaient surtout elles qui s'occupaient des enfants et des personnes âgées et qu'elles risquaient plus que leurs collègues de sexe masculin d'être licenciées ou d'être mises en "congé sans traitement". En outre, les salaires féminins semblent avoir baissé plus que ceux des hommes. Pendant la

¹² UNICEF 2000, Enquête en grappes à indicateurs multiples.

¹³ "Étude de suivi sur les résultats scolaires, l'assiduité et les abandons scolaires", 2002.



période soviétique, les femmes représentaient une forte proportion des travailleurs du secteur public, spécialement dans les domaines de l'éducation et de la santé, secteurs qui sont aujourd'hui ceux qui sont le plus touchés par les arriérés de paiement des salaires et où, en valeur réelle, les rémunérations ont le plus diminué¹⁴.

22. Il semble que les taux de scolarisation soient moindres et les taux d'abandons scolaires soient plus élevés pour les filles que pour les garçons. En 1990/1991, les filles représentaient 36,6 pour cent des étudiants du troisième cycle. Mais, en 1999/2000, ce chiffre était tombé à 25,1 pour cent seulement¹⁵. Les familles n'ayant que des ressources limitées tendent à faire le choix traditionnel, c'est-à-dire laissent leurs fils à l'école et leurs filles à la maison pour s'occuper de leurs frères et soeurs cadets ou des travaux du ménage¹⁶.
23. La guerre civile a créé quelque 25 000 ménages dirigés par des femmes, principalement dans les régions de Khatlon et de Garm, et ce chiffre ne cesse d'augmenter étant donné que beaucoup de femmes perdent leurs maris, parfois définitivement, lorsque ceux-ci quittent le foyer pour aller chercher du travail. (Il ne manque pas d'exemples de migrants qui abandonnent leurs familles au Tadjikistan et qui en créent de nouvelles à l'étranger.) Selon une enquête socio-économique menée en 1998 par *Save the Children Fund*, les ménages dirigés par des femmes ont plus difficilement accès à la terre, à l'irrigation et au cheptel. Les individus qui font partie de ménages dirigés par des femmes sont plus exposés à la pauvreté (28,6 pour cent) que ceux qui vivent dans des ménages dirigés par des hommes (21,2 pour cent)¹⁷.

Politiques et programmes de redressement du gouvernement

24. En juin 2002, le gouvernement a approuvé la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) et s'est engagé à s'employer méthodiquement à améliorer la qualité de la vie de la population grâce à une série de réformes touchant tous les secteurs. Cet engagement offre au système des Nations Unies la possibilité de rationaliser ses activités compte tenu des priorités et de l'orientation définies par le gouvernement et de cibler les activités immédiates sur la satisfaction des besoins les plus pressants de la population tout en programmant ses interventions de manière à maximiser les avantages à longue échéance des secours d'urgence¹⁸. Pour mettre en oeuvre la SRP avec la collaboration des organismes des Nations Unies, le gouvernement compte sur l'appui non seulement du système des Nations Unies, mais aussi du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement, des autres institutions internationales et des pays donateurs.
25. Dans le secteur de l'agriculture, la SRP vise à poursuivre la restructuration des exploitations collectives et des exploitations d'État et à développer les exploitations familiales privées *dehkan*; à éliminer les contingents applicables à la production de coton; à encourager la concurrence parmi les consommateurs de coton et d'autres produits

¹⁴ Banque mondiale, 2000, Évaluation de la pauvreté au Tadjikistan, avril.

¹⁵ Rapport sur le développement humain, 2000.

¹⁶ Banque asiatique de développement, 2000, Les femmes et les relations entre les sexes au Tadjikistan, document d'information, avril.

¹⁷ Banque mondiale, 1999, Enquête sur les niveaux de vie au Tadjikistan.

¹⁸ OCHA, Appel commun 2003.



agricoles afin de garantir aux exploitants des conditions plus rémunératrices; et à faciliter le développement des industries de traitement des produits agricoles.

26. Les priorités prévues par la SRP en matière de soins de santé sont notamment le développement du système de soins de santé primaires, l'amélioration de la qualité des soins afin d'élargir l'accès des pauvres aux soins de santé, de veiller à ce que ceux-ci soient abordables et de renforcer les services de santé publique.
27. En matière d'éducation, la SRP tend à élargir l'accès des secteurs les plus pauvres de la population à l'éducation primaire et secondaire et à améliorer la qualité de l'enseignement. Les mesures concrètes qui sont prévues tendront notamment à distribuer gratuitement les fournitures scolaires et autres articles nécessaires, à introduire des règles claires concernant les droits de scolarité, l'octroi de bourses et la fourniture de repas aux élèves des écoles primaires ainsi que la mise en oeuvre d'un système d'accès préférentiel à l'enseignement pour les filles.

Justification

28. Les défis auxquels le Tadjikistan est confronté n'ont pas changé. Des années de guerre civile, de sécheresse et de déclin de l'économie ont énormément réduit l'accès d'une large proportion de la population aux ressources, qu'il s'agisse de revenus, de terres ou de travail. La production vivrière des ménages est limitée par le manque d'accès à la terre et aux intrants agricoles et, même dans le meilleur des cas, la production des ménages pauvres ne peut couvrir que 50 pour cent au maximum de leurs besoins alimentaires annuels. Les ménages pauvres consacrent jusqu'à 80 pour cent de leurs revenus à l'achat d'aliments, ce qui limite leur accès à d'autres services essentiels comme les soins de santé et l'éducation. L'amélioration du climat politique et de la situation de la sécurité ainsi que la fin de la sécheresse n'ont pas pour autant atténué les besoins de la population démunie ni sa dépendance à l'égard de l'aide humanitaire.
29. Il faudra par conséquent continuer de fournir une aide alimentaire pour satisfaire les besoins nutritionnels de base des populations touchées par l'insécurité alimentaire, empêcher que la situation nutritionnelle des groupes les plus vulnérables continue de se dégrader et freiner ou faire cesser l'épuisement des avoirs. En outre, les efforts de réforme déployés par le gouvernement, spécialement dans le secteur de l'agriculture, devront être encouragés et appuyés au moyen d'activités pouvant déboucher sur la remise sur pied de l'infrastructure productive et l'augmentation de la production vivrière. Une IPSR constitue le meilleur moyen de faire face à ces besoins combinés de secours et d'aide au redressement jusqu'à ce que la nécessité de secours alimentaires d'urgence diminue et que des activités de développement puissent être réalisées.

STRATÉGIE DE REDRESSEMENT

Besoins des bénéficiaires

30. Selon les estimations des données secondaires établies par les services d'analyse de la vulnérabilité du PAM, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire atteint sans doute 1,478 million. Pendant l'évaluation rurale rapide à laquelle le PAM a procédé dans les quatre provinces du pays à la mi-2002, la plupart des ménages pauvres interrogés ont fait savoir que la "période maigre", c'est-à-dire la période pendant laquelle une aide alimentaire est la plus nécessaire, s'étend sur six à sept mois par an environ, de novembre à



mai. Pendant cette période, les stocks de produits alimentaires des ménages s'épuisent, il est difficile de trouver des aliments sauvages et les prix sur les marchés sont très élevés.

31. Dans les milieux urbains, ainsi que dans les régions rurales, la situation est particulièrement grave pour les familles qui n'ont pas accès à la terre ni de soutien de famille de sexe masculin. Pour satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels, les ménages pauvres dirigés par des femmes doivent vendre les quelques avoirs de la famille, faire travailler les enfants ou mendier. Les fonds provenant de ces activités ne permettent ni d'assurer un régime alimentaire équilibré ni d'acheter des articles non alimentaires essentiels comme vêtements d'hiver ou combustible.
32. Les taux de malnutrition parmi les enfants de 6 à 29 mois ainsi que chez les femmes enceintes et les mères allaitantes demeurent élevés. L'incidence d'anémie et de complication de la grossesse et de l'accouchement est alarmante; selon les statistiques du gouvernement, 47 pour cent des grossesses débouchent sur un accouchement avant terme. En outre, les troubles dus aux carences en iode demeurent un problème de santé publique majeur. Bien qu'il n'existe pas de données officielles, l'on estime que les cas de goitre sont proches de 42 pour cent chez les enfants et de 65 pour cent chez les femmes enceintes et les mères allaitantes¹⁹. Une aide alimentaire supplémentaire est donc nécessaire pour faire face aux besoins nutritionnels particuliers de ces groupes vulnérables.
33. La diminution des taux de scolarisation et d'activités scolaires est directement imputable à la pauvreté. Les parents qui n'ont pas les moyens de prendre en charge le coût de l'éducation retirent leurs enfants de l'école, et les enfants qui y restent sont souvent absents faute d'aliments adéquats, parce qu'ils doivent compléter par leur travail le revenu familial ou parce que les bâtiments scolaires ne sont pas chauffés ou sont en mauvais état, parce que les routes d'accès à l'école sont impraticables ou parce qu'ils sont malades ou sous-alimentés. Particulièrement préoccupants sont l'augmentation du taux d'analphabétisme chez les filles et le creusement de l'écart entre les taux d'assiduité des filles et des garçons.

Rôle de l'aide alimentaire

34. Une aide alimentaire ciblée permettra aux secteurs les plus pauvres de la population, et surtout à ceux qui n'ont qu'un pouvoir d'achat et/ou des moyens de production alimentaire limités, d'avoir plus facilement accès à l'alimentation. Elle dégagera une partie du revenu des ménages pauvres qui pourra être consacrée à la satisfaction d'autres besoins essentiels, dont les articles non alimentaires, les soins de santé et l'éducation. L'aide alimentaire supplémentaire améliorera l'apport nutritif des enfants sous-alimentés, des femmes enceintes et des mères allaitantes et réduira l'incidence des maladies liées à la malnutrition.
35. Les activités VCT constitueront un transfert de revenus aux ménages nécessiteux tout en appuyant la remise en état des avoirs productifs des communautés et les activités de développement agricole. Elles encourageront les participants, et surtout les femmes, à apprendre un métier et à entreprendre des activités génératrices de revenus à petite échelle, ce qui aura pour effet de renforcer leur autonomie à longue échéance.
36. Le programme d'alimentation scolaire mené par le PAM au Tadjikistan a joué un rôle efficace de catalyseur pour accroître les taux de scolarisation et d'assiduité scolaire. Ce programme est solidement appuyé par les communautés bénéficiaires, qui complètent les repas scolaires en faisant l'apport d'aliments frais et de bois de feu pendant les mois d'hiver et en participant à la remise en état des locaux scolaires.

¹⁹ Banque asiatique de développement, 2002.



Approches du Programme

37. Le PAM continuera de fournir des secours alimentaires aux groupes les plus vulnérables et à ceux qui vivent dans la plus grande insécurité alimentaire, qui sont notamment les ménages sans terre, les ménages dirigés par des femmes dont les moyens de subsistance sont limités ou inexistants, les personnes âgées seules ou les handicapés ainsi que les victimes de catastrophes naturelles ou dues à l'homme. La priorité sera accordée aux régions géographiques où, selon l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV), l'insécurité alimentaire est relativement plus grave. Grâce à un ciblage collectif au niveau des communautés, l'IPSR tendra, pendant la deuxième année d'activités, à réduire le nombre de bénéficiaires qui reçoivent des secours en faisant participer les membres des ménages aptes au travail aux activités de renforcement de la sécurité alimentaire et aux activités VCT prévues dans le cadre de l'élément redressement.
38. La majeure partie des ressources du PAM sera allouée aux activités de redressement, et en particulier au programme de développement agricole et de remise en état des avoirs productifs des communautés, au perfectionnement des compétences et à la création d'activités génératrices de revenus de petite envergure, qui auront tous pour but d'accroître la production vivrière et de renforcer l'autonomie des populations. L'IPSR vise, en exploitant les résultats obtenus au cours des quelques dernières années, à élargir le programme d'alimentation scolaire, particulièrement dans les régions où sont concentrées les communautés exposées à l'insécurité alimentaire.
39. Le PAM coordonnera étroitement ses activités à celles des autres institutions et organisations qui fournissent une aide alimentaire pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de doubles emplois ou de lacunes dans la fourniture d'une aide alimentaire aux populations nécessiteuses. Le PAM sera prêt à intervenir rapidement si une catastrophe naturelle de quelque importance crée une situation d'urgence. Dans tous les cas où cela sera possible, les populations affectées seront aidées au moyen d'activités VCT tendant à reconstituer les avoirs communautaires endommagés par la catastrophe. Tout en opérant à l'intérieur du cadre opérationnel esquissé dans le plan de cette IPSR, le PAM ménagera la flexibilité nécessaire pour fournir au Tadjikistan les secours d'urgence qui pourront s'avérer nécessaires pendant la période 2003–2005.

Évaluation des risques

40. D'une manière générale, la situation humanitaire au Tadjikistan demeure précaire et de nouvelles causes de vulnérabilité apparaissent sans que les causes existantes aient été éliminées. Le gouvernement n'a pas les moyens de faire face à cette situation et la population demeure lourdement tributaire de l'aide internationale. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté approuvé par le gouvernement en 2002 reflète ces problèmes et met en relief l'importance qu'il y a à poursuivre les réformes économiques. Cependant, l'insuffisance du budget national, l'impossibilité d'attirer des investissements nationaux à l'étranger et la mise en oeuvre inégale des réformes sont autant d'éléments qui affectent les activités de redressement et les chances de succès de la transition du pays. En outre, le Tadjikistan continue de traîner le boulet d'une lourde dette extérieure qui compromet sa stabilité macroéconomique et sa croissance. L'isolement géographique du pays et les menaces potentielles des derniers événements dans la région limitent également les capacités de changement.



41. Il faudra redoubler d'efforts pour amener la communauté internationale à prendre conscience de la nécessité d'intervenir pour faire face aux besoins humanitaires immédiats et de mettre l'accent sur des approches multisectorielles de manière à accélérer au Tadjikistan la transition de l'aide humanitaire vers l'aide au développement. La situation dans la région, en particulier en ce qui concerne l'Afghanistan, devra être suivie de près pour identifier les menaces potentielles à la situation humanitaire au Tadjikistan.

Objectifs et buts

42. Le but général de l'IPSR est d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, de préserver/reconstituer les avoirs, d'accroître la production vivrière et de promouvoir les investissements dans le capital humain. Les objectifs spécifiques de l'IPSR sont les suivants:
- a) prévenir la faim grâce à la distribution de vivres aux ménages qui souffrent d'une insécurité alimentaire chronique dans les régions géographiquement marginalisées pendant la période maigre;
 - b) satisfaire les besoins immédiats des victimes des catastrophes;
 - c) aider les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition à se remettre grâce à la fourniture d'une assistance alimentaire supplémentaire ainsi qu'à la distribution d'une aide alimentaire pour leurs familles;
 - d) satisfaire les besoins alimentaires essentiels des tuberculeux et des malades mentaux qui vivent dans les établissements d'assistance sociale;
 - e) promouvoir la sécurité alimentaire grâce à des activités de développement agricole;
 - f) aider à la remise en état de l'infrastructure agricole, des systèmes d'approvisionnement en eau potable, des écoles, des installations d'assainissement et des dispensaires;
 - g) accroître les taux de scolarisation et d'assiduité scolaire;
 - h) promouvoir l'autonomie en faisant participer les bénéficiaires à des programmes d'apprentissage et à des activités génératrices de revenus; et
 - i) élargir l'accès des femmes aux ressources.

PLAN DE MISE EN OEUVRE PAR COMPOSANTE

Principales composantes du Programme

43. Des activités prolongées de secours et de redressement constitueront les deux volets de l'IPSR. Les ressources seront allouées à ces deux composantes selon des pourcentages de 34 pour cent et 66 pour cent respectivement, soit au total 142 084 tonnes de produits sur les deux ans que doit durer l'IPSR. La première année, 1 045 800 personnes (y compris celles qui recevront des rations et les membres de leurs familles) bénéficieront de l'IPSR, et 997 800 la deuxième année. Le nombre total de bénéficiaires qui recevront des produits alimentaires du PAM pendant la période couverte par l'IPSR sera de 1 482 600.

⇒ Composante secours prolongés

44. **Groupes vulnérables.** Des secours alimentaires d'urgence seront fournis aux familles et aux individus les plus vulnérables et à ceux qui sont le plus touchés par l'insécurité



alimentaire. Les bénéficiaires seront sélectionnés sur la base d'une approche communautaire de ciblage, en coopération avec les partenaires d'exécution, à la lumière d'une série d'indicateurs de vulnérabilité (voir le paragraphe 61). Une aide alimentaire sera fournie pendant sept mois pour faire face aux besoins pendant la période maigre qui précède la récolte, de novembre à mai. Le nombre prévu de bénéficiaires la première année, soit 300 000 au total, sera ramené à 200 000 la deuxième année en faisant participer les bénéficiaires aptes au travail aux activités VCT et aux activités tendant à renforcer la sécurité alimentaire (voir les paragraphes 47 et 48). Les femmes représenteront sans doute 60 pour cent environ des bénéficiaires. Les bénéficiaires de l'aide alimentaire du PAM auront accès, bien que dans une mesure très limitée, à d'autres sources d'aliments. Les rations distribuées par le PAM constitueront par conséquent une partie des apports journaliers nécessaires pour compléter l'alimentation des bénéficiaires sans pour autant susciter une dépendance totale à l'égard de l'aide alimentaire.

45. **Assistance aux victimes de catastrophes.** Les catastrophes naturelles surviennent avec une régularité alarmante au Tadjikistan. Au cours des deux dernières années, il y a eu plusieurs tremblements de terre, glissements de terrain, inondations soudaines et avalanches qui ont fait beaucoup de morts et causé des dommages considérables. La composante secours de l'IPSR prévoit que le PAM fournira chaque année une assistance aux victimes des catastrophes, dont le nombre pourra atteindre 5 000. Dans tous les cas où cela sera possible, les populations affectées recevront une assistance, par le biais d'activités VCT, afin de faciliter la remise en état de l'infrastructure endommagée et de reconstituer les avoirs productifs.

⇒ Composante redressement

46. **Santé et nutrition.** Pour améliorer l'accès à l'alimentation des familles des enfants souffrant de malnutrition tout en empêchant que les aliments supplémentaires destinés aux enfants soient répartis entre les membres du ménage, il a été décidé que les rations destinées à des familles seront distribuées par l'intermédiaire des centres d'alimentation thérapeutique et complémentaire. En outre, chaque enfant souffrant de malnutrition recevra une ration de mélange maïs-soja et de sucre, conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'enquête nationale sur la nutrition menée fin 2001. En tout, il sera fourni chaque année une assistance à 9 000 enfants et à leurs familles. Cette assistance sera fournie pendant six mois, surtout pendant l'été et la fin de l'automne (juin-novembre), période pendant laquelle l'incidence des maladies diarrhéiques est la plus forte. De même, des rations familiales et des rations individuelles de mélange maïs-soja/sucre seront distribuées aux femmes enceintes et aux mères allaitantes dans le besoin à partir du troisième trimestre de la grossesse et pendant les trois mois suivant l'accouchement. Cette aide alimentaire, dont bénéficieront 3 000 femmes la première année et 2 000 la seconde, devrait améliorer la situation nutritionnelle des intéressées et de leurs enfants et encourager les mères à se rendre à l'hôpital pour un suivi médical périodique et une formation de base aux soins de santé. Comme ce sont les populations les plus pauvres qui sont les plus touchées par la tuberculose, il sera distribué chaque année des rations à 1 400 tuberculeux par l'intermédiaire des centres de traitement. Cette assistance encouragera les patients à poursuivre jusqu'à la fin le traitement, qui est long, tout en leur permettant de subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles. Enfin, des rations individuelles seront distribuées pour 1 000 handicapés mentaux vivant dans 17 établissements.



47. **Sécurité alimentaire.** Pour appuyer le développement de l'agriculture et des efforts de privatisation entrepris par le gouvernement dans ce secteur, 15 000 exploitants de fermes *dehkan* seront associés aux efforts tendant à accroître la production de blé. Les agriculteurs pauvres qui ont reçu des terres *dehkan* mais n'ont pas pu acheter des intrants et cultiver ces terres recevront 12 sacs de farine de blé et 6,25 kilogrammes de sel à titre d'aide alimentaire, indépendamment des semences améliorées qui leur seront distribuées dans le cadre de l'actuel programme de multiplication des semences réalisé par le PAM pour les aider à tenir jusqu'à la récolte. Une partie de la première récolte (10 pour cent) sera utilisée pour constituer une banque autorenouvelable de semences pour aider les autres agriculteurs pauvres, et le reste sera destiné à leur consommation propre et aux semis des cultures afin d'améliorer les conditions de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages.
48. **Activités vivres-contre-travail.** Les activités VCT facilitent la transition des secours vers le redressement et sont bien accueillies par les populations et les autorités locales. Grâce à l'utilisation de méthodes participatives à assise communautaire pour identifier, concevoir et exécuter des activités VCT, l'on peut garantir non seulement que l'aide alimentaire soit autociblée mais aussi qu'elle ait pour effet de renforcer les capacités locales et contribue à assurer la pérennité des avoirs créés. Les avantages (par exemple l'augmentation de la production vivrière résultant de la remise en état des réseaux d'irrigation, l'amélioration de l'accès aux dispensaires et aux marchés rendu possible par la remise en état des routes rurales, sont partagés également entre les hommes et les femmes. Étant donné la corrélation qui existe entre la nutrition et l'accès à une eau potable salubre, le PAM collaborera avec l'UNICEF pour installer des pompes dans les puits peu profonds et remettre en état les systèmes d'approvisionnement en eau et les latrines dans les écoles. Conjointement avec ses partenaires d'exécution, le PAM aidera les villageois à remettre en état les ouvrages de captage des sources et les points de distribution ainsi qu'à reconstruire les systèmes de filtres à sable utilisés pour purifier l'eau. Les activités VCT porteront également sur la remise en état des écoles, hôpitaux et autres avoirs communautaires, le reboisement afin de prévenir l'érosion des sols et la construction d'ouvrages de protection contre les crues. Chaque bénéficiaire des activités VCT recevra 3 kilogrammes de farine de blé et 25 grammes de sel par journée de travail, ce qui représente une valeur de 2 roubles tadjikes ou l'équivalent du salaire journalier moyen d'un manoeuvre.
49. **Alimentation scolaire.** Un repas sera distribué aux enfants tous les matins lors de leur arrivée à l'école afin d'accroître les taux de scolarisation et d'assiduité scolaire, apaiser la faim des enfants et de leur permettre ainsi de se concentrer et de mieux assimiler les leçons. En 1999, le PAM a lancé un programme pilote d'alimentation scolaire dont ne devaient bénéficier que 5 000 enfants seulement. Ce programme a permis d'accroître les taux de scolarisation de 60 à 90 pour cent. Le nombre d'élèves bénéficiant de ce programme a augmenté au fil des ans pour atteindre 285 386 pendant l'année scolaire 2001/2002. Le programme a réussi à tel point à accroître les taux de scolarisation et à améliorer l'assiduité que le PAM pense qu'il conviendrait d'étendre encore sa couverture. Le programme sera ciblé sur 360 000 élèves la première année et 370 000 la deuxième, la priorité devant être accordée aux écoles situées dans les régions à déficit vivrier. Dans les régions de Yavan et de Garm, où, pour des raisons tenant aux traditions, beaucoup de filles ne fréquentent pas l'école, il sera distribué pour encourager l'éducation des filles, en sus des repas scolaires, des rations à emporter à la maison représentant 12,5 kilogrammes de farine de blé par mois. Cette initiative sera menée en coopération avec l'UNICEF, qui complétera l'assistance du PAM en distribuant des manuels et des fournitures scolaires et en améliorant le système sanitaire dans les écoles participantes.



50. **Activités VPF/activités génératrices de revenus.** Les activités VPF et les activités génératrices de revenus, qui s'adressent principalement aux femmes et aux adolescentes, ont pour but d'autonomiser les bénéficiaires et de les doter de sources de revenus durables. La formation portera principalement sur les techniques agricoles tandis que les projets générateurs de revenus concerneront notamment l'aviculture et l'apiculture, la mise en conserve de fruits, la couture, la broderie et le tissage de tapis, et seront exécutés par des ONG internationales et locales. Les propositions de projet seront soumises à l'examen et à l'approbation du Comité d'approbation des projets (voir le paragraphe 52) pour s'assurer que les projets paraissent fiables et durables. Le nombre de bénéficiaires, 3 000 la première année, sera porté à 5 000 la deuxième année. Chaque bénéficiaire recevra trois sacs de farine de blé et 3,75 kilogrammes de sel pendant toute la durée de leur participation à ces activités.
51. **Articles non alimentaires.** Les activités de redressement ne pourront être menées à bien que si l'aide alimentaire est accompagnée d'apports d'articles non alimentaires. Ainsi, le budget prévoit l'achat d'outils agricoles pour appuyer des activités de renforcement de la sécurité alimentaire, d'ustensiles de cuisine pour le programme d'alimentation scolaire et d'articles de papeterie et de matériel pédagogique pour les activités VPF.

Mécanisme d'approbation des activités

52. Le Comité d'approbation des projets du bureau de pays, composé de spécialistes des programmes, du suivi et de l'évaluation et de la logistique, veillera à ce que les divers projets et interventions répondent aux objectifs de l'IPSR et soient conformes à la stratégie globale et à son plan d'exécution et soient viables des points de vue social, technique, environnemental et économique. Il se fondera pour ce faire sur les études réalisées par les organismes techniques compétents, qui feront partie des pièces justificatives des activités. Les propositions de projet reçues des partenaires d'exécution seront examinées par les bureaux de terrain et les bureaux auxiliaires ou, dans le cas de projets intéressant l'ensemble du pays, directement par le bureau de pays. L'examen initial tendra à déterminer si la proposition est ou non conforme aux règles applicables, une attention particulière étant accordée à la faisabilité et à la durabilité des projets, aux avantages qu'il apportera aux femmes, à la participation des communautés locales, à la disponibilité des apports non alimentaires nécessaires et aux contributions provenant d'autres sources. Le processus d'examen initial comportera une évaluation sur place. Les propositions présélectionnées seront soumises à l'examen du Comité, qui communiquera ses observations au bureau de terrain ou bureau auxiliaire intéressé et aux partenaires d'exécution. Les propositions approuvées par le Comité seront soumises au directeur de pays pour approbation finale.



TABLEAU 1: RATIONS ALIMENTAIRES—COMPOSITION ET TAILLE, PAR CATÉGORIE D'ACTIVITÉ

Ration journalière (en grammes) par bénéficiaire*

Activité	Nombre de rations	Jours de distribution	Farine de blé	Huile	Légumineuses	Sucre	Sel	Mélange maïs-soja
Groupes vulnérables	1	210	400	15	40		5	
Alimentation complémentaire	7	180	2 800	105	280	10	35	100
Santé/tuberculeux	7	180	2 800	105	280		35	
Santé/handicapés mentaux	1	360	400	15	40		5	
Alimentation scolaire	1	180	175	15	40		5	
Sécurité alimentaire	6	250	2 400				25	
VCT	7	150	3 000				25	
VPF/activités génératrices de revenus	7	150	3 000				25	
Victimes de catastrophes	1	90	400	30			5	

* On entend par *bénéficiaire* une personne qui reçoit effectivement les vivres distribués par le PAM dans des points de distribution, soit pour consommation sur place, soit sous forme de ration à emporter à la maison pour un ou plusieurs autres bénéficiaires.

Apport nutritionnel journalier pour les groupes vulnérables:

1 667 kcal

54,00 g de protéines

21,56 matières grasses

Apport nutritionnel journalier pour les bénéficiaires des programmes d'alimentation scolaire:

879 kcal

28,90 g de protéines

18,19 matières grasses



TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES ET BESOINS ALIMENTAIRES ANNUELS

Première année	Bénéficiaires de rations			Besoins (en tonnes)						Total
	Hommes	Femmes	Total	Farine de blé	Huile	Légumi-neuses	Sucre	Sel	Mélange mais-soja	
Groupes vulnérables	120 000	180 000	300 000	25 200	945	2 520	–	315	–	28 980
Santé/nutrition	5 810	8 590	14 400	6 898	258	690	22	86	216	8 170
Alimentation scolaire	180 000	180 000	360 000	11 340	972	2 592	–	324	–	15 228
Sécurité alimentaire	6 000	9 000	15 000	9 000	–	–	–	94	–	9 094
VCT	15 000	10 000	25 000	11 250	–	–	–	94	–	11 344
VPF/activités génératrices de revenus	500	2500	3 000	1 350	–	–	–	11	–	1 361
Victimes de catastrophes	2 500	2 500	5 000	180	14	–	–	2	–	195
Total partiel	329 810	392 590	722 400	65 218	2 189	5 802	22	926	216	74 372



Deuxième année	Bénéficiaires de rations			Besoins (en tonnes)						Total
	Hommes	Femmes	Total	Farine de blé	Huile	Légumi-neuses	Sucre	Sel	Mélange mais-soja	
Groupes vulnérables	80 000	120 000	200 000	16 800	630	1 680	–	210	–	19 320
Santé/nutrition	5 810	7 590	13 400	6 394	239	639	20	79	198	7 570
Alimentation scolaire	185 000	185 000	370 000	11 655	999	2 664	–	333	–	15 651
Sécurité alimentaire	6 000	9 000	15 000	9 000	–	–	–	94	–	9 094
VCT	17 000	13 000	30 000	13 500	–	–	–	113	–	13 613
VPF/activités génératrices de revenus	1 000	4 000	5 000	2 250	–	–	–	19	–	2 269
Victimes de catastrophes	2 500	2 500	5 000	180	14	–	0	2	–	195
Total partiel	297 310	341 090	638 400	59 779	1 882	4 983	20	850	198	67 712

TABLEAU 3: BESOINS GLOBAUX

	Nombre total de bénéficiaires			Besoins totaux (en tonnes)						Total
	Hommes	Femmes	Total	Farine de blé	Huile	Légumi-neuses	Sucre	Sel	Mélange maïs-soja	
Groupes vulnérables	120 000	180 000	300 000	42 000	1 575	4 200	–	525	–	48 300
Santé/nutrition	90 058	91 542	181 600	13 291	498	1 329	42	165	414	15 740
Alimentation scolaire	185 000	185 000	370 000	22 995	1 971	5 256	–	657	–	30 879
Sécurité alimentaire	88 500	91 500	180 000	18 000	–	–	–	188	–	18 188
VCT	200 300	184 700	385 000	24 750	–	–	–	207	–	24 957
VPF/activités génératrices de revenus	25 980	30 020	56 000	3 600	–	–	–	30	–	3 630
Victimes de catastrophes	5 000	5 000	10 000	360	27	–	–	4	–	390
TOTAL	714 838	767 762	1 482 600	124 996	4 071	10 785	42	1 776	414	142 084



Arrangements institutionnels et sélection de partenaires d'exécution

53. La coordination entre les organismes donateurs et le gouvernement ainsi qu'entre les organismes donateurs eux-mêmes est assurée aux échelons aussi bien national que régional. L'équipe de pays des Nations Unies, constituée des chefs des bureaux des Nations Unies qui opèrent au Tadjikistan, des représentants des autres organisations internationales de secours humanitaires et les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge constituent un groupe de travail qui examinera les questions de politique générale et les questions opérationnelles dans le cadre du contexte humanitaire qui existe au Tadjikistan. Le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours humanitaires, appuyé par OCHA, facilite la coordination et la coopération entre les organismes humanitaires et le gouvernement afin de veiller à la cohérence de la programmation des activités et à ce que les ressources disponibles soient utilisées au mieux.
54. Le PAM préside les réunions du Groupe de coordination de l'aide alimentaire qui se tiennent deux fois par semaine pour permettre à tous les organismes qui fournissent des secours alimentaires d'échanger des informations, notamment au sujet des produits dans la filière. Les activités d'aide alimentaire sont étroitement coordonnées pour éviter les doubles emplois tout en veillant à ce que les besoins soient intégralement satisfaits. Les divers organismes desservent des régions géographiques différentes ou, dans certains cas, des catégories de bénéficiaires ou secteurs différents dans les mêmes régions. Outre le PAM, les principales organisations qui fournissent des secours alimentaires au Tadjikistan sont le *Save the Children Fund* (États-Unis d'Amérique) (qui opère dans les régions de Sughd et de Khatlon), CARE (dans la région subordonnée à la République [RSR]), la Fondation de l'Agha Khan (dans l'Oblast autonome de Gorno Badakhshan [OAGB]), l'organisation allemande Agro-Action (dans l'est de la RSR et dans la région de Sughd), le *Mercy Corps* (dans la RSR), la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) (dans la RSR et dans la région de Sughd). En 2002, ces organisations ont distribué pour près de 30 000 tonnes d'aide alimentaire.
55. Au sein de la famille des Nations Unies, le PAM collabore avec le HCR (aide à la réinsertion des rapatriés au moyen de programmes de renforcement de la sécurité alimentaire et d'activités génératrices de revenus), l'UNICEF (remise en état des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les écoles), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) (remise en état des routes et des systèmes d'irrigation) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (activités en faveur des femmes, y compris formation aux techniques agricoles). Le PAM appuie les activités VCT et VPF et les organismes des Nations Unies coopérants fournissent des articles non alimentaires et un appui technique.
56. Les relations avec les ONG sont régies par deux types d'accords: a) des accords contractuels, dans le cadre desquels le PAM prend à sa charge les dépenses opérationnelles des partenaires d'exécution, et b) des partenariats, dans le contexte desquels des ONG complètent l'aide alimentaire du PAM en fournissant des articles non alimentaires et des connaissances techniques dans le cadre d'interventions conjointes. Les ONG internationales associées sont notamment *Mission East*, CARE International, *Save the Children Fund* (États-Unis), Agro-Action (Allemagne), *Shelter Now International*, Action contre la faim, Fondation de l'Aga Khan, la FICR, Agence pour la coopération technique et le développement (ACTED) et le Projet Hope.



57. Les ONG locales qui collaborent avec le PAM sont notamment *Refugee Children and Vulnerable Citizens*, la Société tadjike du Croissant-Rouge et *Gender and Development*. Des entités des administrations locales collaborent à certaines activités au niveau des districts, et des représentants des autorités locales participent aux comités locaux de sélection des bénéficiaires.

Renforcement des capacités

58. En juillet 2002, des ateliers ont été organisés à l'intention du personnel du PAM et des organismes de contrepartie pour les former aux directives du PAM, aux méthodes de ciblage, à la réalisation des activités d'aide alimentaire aux groupes vulnérables, à l'intégration de la problématique hommes-femmes et au renforcement de la sécurité alimentaire. D'autres stages de formation sur la problématique hommes-femmes et le suivi et l'évaluation sont prévus. Le PAM continuera de donner des indications aux organismes de contrepartie en ce qui concerne la préparation des propositions de projet, les rapports, la comptabilité et les questions liées à la problématique hommes-femmes qui sont exposées dans la Politique du PAM concernant la problématique hommes-femmes (2003–2007) et dans ses Engagements renforcés en faveur des femmes, que le Conseil d'administration a approuvés à sa troisième session ordinaire de 2002. Les activités tendant à renforcer les capacités qui seront menées avec la participation des comités locaux comprendront une formation aux techniques de planification participative et à la conception des projets, ainsi qu'à l'identification et à la sélection des ménages vulnérables. Des crédits ont été prévus au budget pour acheter du matériel informatique pour certains organismes provinciaux de contrepartie afin de faciliter la question de l'information, ainsi que pour prendre en charge une partie des dépenses d'exécution des organismes de contrepartie.
59. L'unité ACV du bureau de pays joue un rôle central dans le ciblage de l'aide alimentaire. Le responsable ACV a appris à mettre au point des techniques de ciblage fondées sur les indicateurs de vulnérabilité des ménages. Il a été établi des cartes illustrant le degré de vulnérabilité des divers districts et régions du Tadjikistan.

Ciblage

60. Sur la base d'une analyse des données secondaires, l'unité ACV a classé les 58 districts du Tadjikistan en cinq groupes caractérisés par divers degrés de vulnérabilité: insécurité alimentaire maximum, forte, moyenne, faible et minimum. Des activités seront ciblées en priorité sur les districts dont les degrés de vulnérabilité sont maximums, élevés et moyens, qui sont au nombre de 27 au total (sept districts dans la région de Khatlon, sept dans la RSR, sept dans la région de Sughd et six dans l'OAGB). Néanmoins, une assistance pourra être fournie aussi à des groupes hautement vulnérables vivant dans des districts dont les degrés de vulnérabilité sont considérés comme faibles ou minimums.
61. Les ménages les plus vulnérables et ceux qui sont le plus menacés par l'insécurité alimentaire seront identifiés au moyen d'une approche à assise communautaire. La communauté sélectionnera un comité, composé principalement d'anciens et de personnalités respectées, qui sera chargé d'identifier et de recenser les ménages les plus pauvres qui bénéficient du programme d'alimentation des groupes vulnérables (AGV). La liste sera vérifiée par le PAM avant le début des distributions pour veiller à ce que tous les ménages sélectionnés remplissent les conditions requises, à la lumière des indicateurs de sécurité alimentaire ci-après.
- ménages pauvres dirigés par une femme;
 - accès limité, voire aucun, à la terre;



- accès limité, voire aucun, à la propriété d'animaux;
 - ratio de dépendance élevé (ratio entre les membres du ménages qui ne sont pas en âge de travailler et ceux qui le sont);
 - revenu en espèces limité, voire aucun; et
 - éloignement physique.
62. Le comité sélectionné par la communauté sera également chargé d'identifier les activités de redressement à mettre en oeuvre dans le cadre des activités VCT ainsi que de mobiliser l'apport de la communauté pour garantir la pérennité des avoirs créés ou remis en état. Dans tous les cas où cela sera possible, les ménages classés dans la catégorie AGV ayant des membres aptes au travail seront classés dans la catégorie des bénéficiaires des activités VCT et VPF/activités génératrices de revenus. Les partenaires du PAM opérant dans les secteurs de la santé et de la nutrition seront chargés d'identifier les enfants souffrant de malnutrition (ayant un indice Z inférieur à -2) ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes ayant besoin d'une aide alimentaire complémentaire. Les tuberculeux et handicapés mentaux seront assistés par le biais des établissements où ils vivent. Le programme d'alimentation scolaire sera ciblé sur les élèves des petites classes du primaire (de la première à la quatrième années d'études) et sur les supérieures des écoles de filles (dixième et onzième années d'études), la priorité étant accordée aux districts à déficit vivrier.
63. Pour faire en sorte que les femmes aient directement accès à l'alimentation, le PAM veillera à ce que les carnets de rations soient délivrés à leurs noms (sauf dans le cas des familles dirigées par un seul parent de sexe masculin) et que la majorité des bénéficiaires de l'aide alimentaire (au moins 60 pour cent) soient des femmes. En outre, afin de garantir que les femmes jouent un rôle de premier plan dans l'adoption des décisions touchant la distribution de l'aide alimentaire et la création d'avoirs, le PAM fera en sorte qu'au moins 50 pour cent des membres des comités sélectionnés par les communautés soient des femmes. Les partenaires d'exécution s'engageront, dans les lettres d'accord signées avec le PAM, à respecter les politiques et directives du PAM concernant la parité entre les sexes. Des ateliers ont été organisés en 2002 pour susciter une prise de conscience des besoins particuliers des différents groupes de femmes vulnérables ainsi que du droit qu'ont les femmes d'avoir accès à la terre dans le cadre du programme de réforme foncière. Des ateliers et des stages de formation semblables seront réalisés pendant l'IPSR proposée.

Logistique

64. Les produits alimentaires destinés au Tadjikistan, qui est un pays sans littoral, sont transportés par mer jusqu'au port de Riga (Lettonie), sur la Baltique, puis par chemin de fer à travers la Fédération de Russie et d'autres pays de la CEI. Des produits peuvent également être transportés par chemin de fer à travers l'Europe orientale puis des pays de la CEI. Les produits destinés à l'OAGB, région reculée, sont transportés par voie ferrée, via Osh, au Kirghizistan. Cet itinéraire terrestre, de 4 500 kilomètres de long, est le seul qui puisse être utilisé à l'heure actuelle, ce qui explique le niveau élevé des coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM).



65. Le PAM a un entrepôt de transbordement à Osh et sept entrepôts (points de livraison avancés) dans le pays, qui représentent ensemble une capacité de stockage de 35 000 tonnes. Des entreprises privées de transport routier et la flotte du PAM lui-même, qui comprend 20 camions de 7 tonnes, sont utilisées pour transporter des produits alimentaires jusqu'aux points finals de distribution. Comme les routes qui mènent à la région de l'OAGB sont fermées l'hiver, les aliments destinés à cette région montagneuse doivent être pré-positionnés. Le Système d'analyse, de traitement et de suivi du mouvement des produits (COMPAS) est en place et permet de suivre l'arrivée, la distribution et les stocks de produits alimentaires.
66. En 2002, plus de 14 000 tonnes de blé acheté au Kazakhstan a été moulu au Tadjikistan pour l'opération d'urgence régionale 10126.0 et l'IPSR 6087.01. Jusqu'alors, le moulin ne fonctionnait presque pas du tout et il a été remis en service, ce qui a créé de nouvelles possibilités d'emploi fort nécessaires pour la population locale. Le coût de la meunerie au Tadjikistan devrait être extrêmement compétitif mais, comme les capacités locales de meunerie sont limitées, l'on n'aura recours à cette option que lorsque cela sera nécessaire. Les coûts de meunerie et d'enrichissement ont été inclus dans le budget. Jusqu'à présent, les achats locaux ont été limités au sel, enrichi d'iode, que l'UNICEF fournit aux fabriques de sel.

Suivi et évaluation

67. Le bureau de pays a une unité de suivi et de l'évaluation qui a pour tâche d'élaborer des directives et des formulaires pour faciliter les activités de suivi sur le terrain, de compiler et d'analyser les informations rassemblées sur place, de recommander les mesures à adopter lorsqu'il surgit des problèmes et de surveiller leur application. Les activités de suivi sont réalisées par les bureaux de terrain. Les responsables du suivi-évaluation de chaque bureau de terrain établissent un calendrier de suivi pour toutes les activités. Des responsables sont désignés pour le suivi de chaque activité (AGV, VCT, etc.) et l'un d'entre eux se trouve à chaque point de distribution AGV pour veiller à ce que les vivres soient distribués au moment opportun, dans les quantités requises et seulement aux personnes auxquelles ils sont destinés. Chaque site et projet de redressement reçoit au moins une visite par mois ainsi qu'avant toute distribution de vivres. Les produits alimentaires destinés à un projet ne sont débloqués que lorsqu'il a été prévu des mesures de suivi, et seulement après qu'il a été présenté un rapport de suivi recommandant leur déblocage. Les informations rassemblées lors du suivi sont intégrées aux rapports hebdomadaires et mensuels que les bureaux de terrain soumettent aux bureaux de pays. La matrice des indicateurs de suivi (annexe III) énumère les indicateurs qui seront utilisés pour le suivi de chacune des activités prévues dans le cadre de l'IPSR.
68. Conformément à la Politique concernant la problématique hommes-femmes (2003-2007) et aux Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes, le Tadjikistan sera au nombre des près de 40 pays où il sera réalisé en 2003 une enquête de référence sur l'intégration aux activités de la problématique hommes-femmes qui débouchera sur l'élaboration de directives touchant la mise en oeuvre des Engagements susmentionnés, une évaluation des besoins de formation et la préparation de modules de sensibilisation et de formation. Les coûts afférents à la réalisation de l'enquête ont été inclus dans le budget.

Mesures de sécurité

69. Le Tadjikistan occupe une position névralgique entre l'Afghanistan et le reste de l'Asie centrale. En outre, constituant une importante plaque tournante pour le trafic illicite de



stupéfiants et la contrebande d'armes, le pays est exposé à des problèmes de sécurité provenant aussi bien de mouvements internes que de ses voisins.

70. D'une manière générale, le climat politique et sécuritaire et l'environnement dans lequel opèrent les organismes d'aide humanitaire ont continué de s'améliorer lentement mais régulièrement. Après une étude approfondie de la situation de la sécurité, les niveaux d'alerte proclamés dans la plupart des régions du pays ont été réduits, sauf dans le district de Tavildara, dans tous les districts de la vallée du Karategin, dans tous les districts de la région de Khatlon qui jouxtent l'Afghanistan et dans l'ensemble de l'OAGB, où la Phase III demeure en vigueur. En dépit de l'amélioration générale de la situation, la sécurité demeure précaire et exige un travail constant de coordination et de surveillance afin de garantir la sécurité de tout le personnel. Un bureau de communication des Nations Unies a été créé par l'équipe de pays des Nations Unies. Il assure un service de communication par radio et par téléphone 24 heures sur 24. Le responsable des Nations Unies pour la sécurité sur le terrain se tient constamment en contact avec les autres organismes d'assistance et organise des réunions d'information sur le dernier état de la situation sécuritaire.
71. Des crédits ont été prévus au budget pour acheter du nouveau matériel de transmission afin de remplacer le matériel d'études actuellement utilisé ainsi que pour couvrir la part revenant au PAM des dépenses afférentes aux différentes activités du responsable de la sécurité des Nations Unies.

Stratégie de sortie

72. La stratégie pour la réduction de la pauvreté établie par le gouvernement constitue un élément positif sur la voie des réformes économiques et a pour but d'assurer une expansion durable et une amélioration progressive des conditions de vie des secteurs les plus pauvres de la population. Toutefois, il est évident que le manque de ressources intérieures et le montant très limité des investissements étrangers rendent difficile la mise en oeuvre de cette stratégie. Il est donc essentiel que la communauté internationale et les organismes humanitaires continuent, dans le cadre de la SRP, à fournir un appui au Tadjikistan si l'on veut que le pays puisse réussir sa transition du secours au redressement et au développement et réduire peu à peu sa dépendance à l'égard de l'assistance internationale. Cela étant, et tout en continuant à s'employer à satisfaire les besoins alimentaires essentiels des groupes les plus vulnérables au moyen de secours alimentaires d'urgence, l'IPSR met un accent plus marqué sur l'orientation de l'assistance vers les activités de redressement de nature à promouvoir un développement agricole durable et une augmentation de la production vivrière. Si les conditions politiques et économiques le permettent, la stratégie qui sous-tend l'IPSR permettra au PAM de mettre progressivement fin à ces secours pour préparer la mise en oeuvre d'un programme de développement.

Mécanisme d'intervention dans le cas de situations imprévues

73. Le PAM participe activement avec l'équipe d'intervention en cas de catastrophe et à l'équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes de l'ONU (REACT), qui ont pour but de coordonner rapidement les mesures à mettre en oeuvre pour faire face aux besoins les plus pressants des populations affectées par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme. S'il devait surgir une situation d'urgence, le PAM jouera un rôle central dans la fourniture d'une aide alimentaire, et sa flotte de camions et son réseau logistique bien établi seront à même d'offrir des services de logistique aux autres organismes humanitaires.



74. Le budget de l'IPSR prévoit un montant limité pour des "situations imprévues" qui pourra être utilisé pour fournir des secours à 10 000 personnes au maximum s'il devait survenir une situation d'urgence. Les ressources seront virées d'une activité et d'un élément à un autre en fonction de l'évolution des besoins. S'il survient une situation d'urgence qui exigerait des ressources plus élevées que celles qui peuvent être utilisées grâce aux moyens susmentionnés, il sera opéré une révision budgétaire. Si une telle situation devait avoir une grande envergure, comme la sécheresse des deux dernières années, le PAM s'emploiera à mobiliser des ressources supplémentaires dans le contexte d'une opération d'urgence ou en opérant des tirages sur le Compte d'intervention immédiate.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

75. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR dans les limites du budget présenté aux annexes I et II ci-après.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Farine de blé	124 996	240,00	29 999 040
– Légumineuses	10 785	287,00	3 095 295
– Huile végétale	4 071	705,00	2 870 055
– Sucre	42	275,00	11 550
– Sel iodé	1 776	100,00	177 600
– Mélange maïs-soja	414	260,00	107 640
Total, produits	142 084		36 261 180
Transport extérieur		69,16	9 826 710
Transport terrestre		133,04	12 389 725
TIEM		45,84	6 513 131
Total, TTEM		87,20	18 902 855
Autres coûts opérationnels directs		2,58	366 600
Total, coûts opérationnels directs			65 357 345
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)		31,73	4 508 200
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent du total des coûts directs)			4 890 588
COÛT TOTAL POUR LE PAM			74 756 134

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet, comme dans tous les projets appuyés par le PAM, peuvent varier en fonction des disponibilités.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)****Dépenses de personnel**

Administrateurs internationaux	1 466 250
Administrateurs nationaux	130 000
Personnel national des services généraux	638 000
Personnel temporaire	520 000
Heures supplémentaires	20 000
Incitations	56 250
Consultants internationaux	34 000
Volontaires des Nations Unies	258 000
Voyages officiels du personnel	166 200
Formation et développement du personnel	70 900

Total partiel **3 359 800**

Dépenses de bureau et autres coûts récurrents

Location de locaux	160 000
Services collectifs	80 000
Fournitures de bureau	92 000
Communications et services TI	132 000
Assurance	40 000
Réparation et entretien du matériel	50 000
Coûts d'entretien et d'exploitation des véhicules	123 000
Services des organisations des Nations Unies	21 000
Coûts financiers	80 000

Total partiel **778 000**

Matériel et dépenses d'équipement

Véhicules	110 000
Matériel TC/TI	178 400
Mobilier, outils et matériel	82 000

Total partiel **370 400**

TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS **4 508 200**



ANNEXE III

MATRICE DES INDICATEURS DE SUIVI		
Objectifs	Produits	Résultats
<p>Alimentation du groupe vulnérable:</p> <p>Prévenir la faim grâce à la distribution de vivres aux familles qui vivent dans des régions marginalisées et qui souffrent d'insécurité alimentaire chronique pendant les périodes critiques de pénuries vivrières</p>	<p>Nombre de bénéficiaires, sélectionnés conformément aux critères établis, qui reçoivent une aide alimentaire (femmes/hommes)</p> <p>Nombre et composition des rations alimentaires distribuées aux bénéficiaires</p> <p>Ponctualité des livraisons d'aide alimentaire</p>	<p>Amélioration de l'accès à l'alimentation de la population cible</p> <p>Réduction du pourcentage du revenu du ménage consacré à l'alimentation</p> <p>Réduction du pourcentage de la population cible forcée de vendre des avoirs (mécanisme négatif de survie)</p>
<p>Assistance aux victimes de catastrophes:</p> <p>Satisfaire les besoins immédiats des personnes victimes de catastrophes</p>	<p>Nombre des bénéficiaires (femmes/hommes) qui reçoivent une aide alimentaire</p> <p>Nombre et composition des rations alimentaires distribuées aux bénéficiaires</p> <p>Ponctualité des livraisons d'aide alimentaire</p> <p>Nombre et type d'interventions de redressement organisées après les secours d'urgence</p>	<p>Satisfaction des besoins alimentaires d'urgence des victimes</p> <p>Ratio minimum des ventes d'avoirs familiaux destinées à la satisfaction des besoins alimentaires</p> <p>Réduction de la dépendance à l'égard de l'assistance extérieure au moyen d'activités de redressement</p>
<p>Santé et nutrition:</p> <p>Améliorer l'état de santé des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition grâce à une aide alimentaire supplémentaire</p> <p>Distribution d'une aide alimentaire aux tuberculeux et aux handicapés mentaux vivant dans des établissements d'assistance sociale</p>	<p>Nombre d'enfants sous-alimentés ayant un indice Z inférieur à -2 pour le rapport poids/taille (filles/garçons) participant au programme</p> <p>Nombre d'enfants cessant de participer au programme après avoir atteint un indice Z (poids/taille) supérieur à 1,5, contrôlé lors de deux pesages consécutifs à deux semaines d'intervalle</p> <p>Nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes participant au programme</p> <p>Fréquence des consultations maternelles des dispensaires</p> <p>Nombre de programmes de formation à la santé et à la nutrition organisés et fréquentation des mères</p> <p>Nombre de tuberculeux et d'handicapés mentaux recevant une assistance</p> <p>Nombre et composition des rations alimentaires distribuées aux bénéficiaires</p>	<p>Amélioration de l'état de santé des enfants participant au programme</p> <p>Gain de poids des femmes enceintes/mères allaitantes participant au programme</p> <p>Poids satisfaisant à la naissance des enfants nés de mères participant au programme</p> <p>Satisfaction des besoins alimentaires essentiels des handicapés mentaux vivant dans les établissements d'assistance sociale</p> <p>Satisfaction des besoins alimentaires essentiels des tuberculeux et de leur famille; assiduité des tuberculeux traités dans les dispensaires</p>



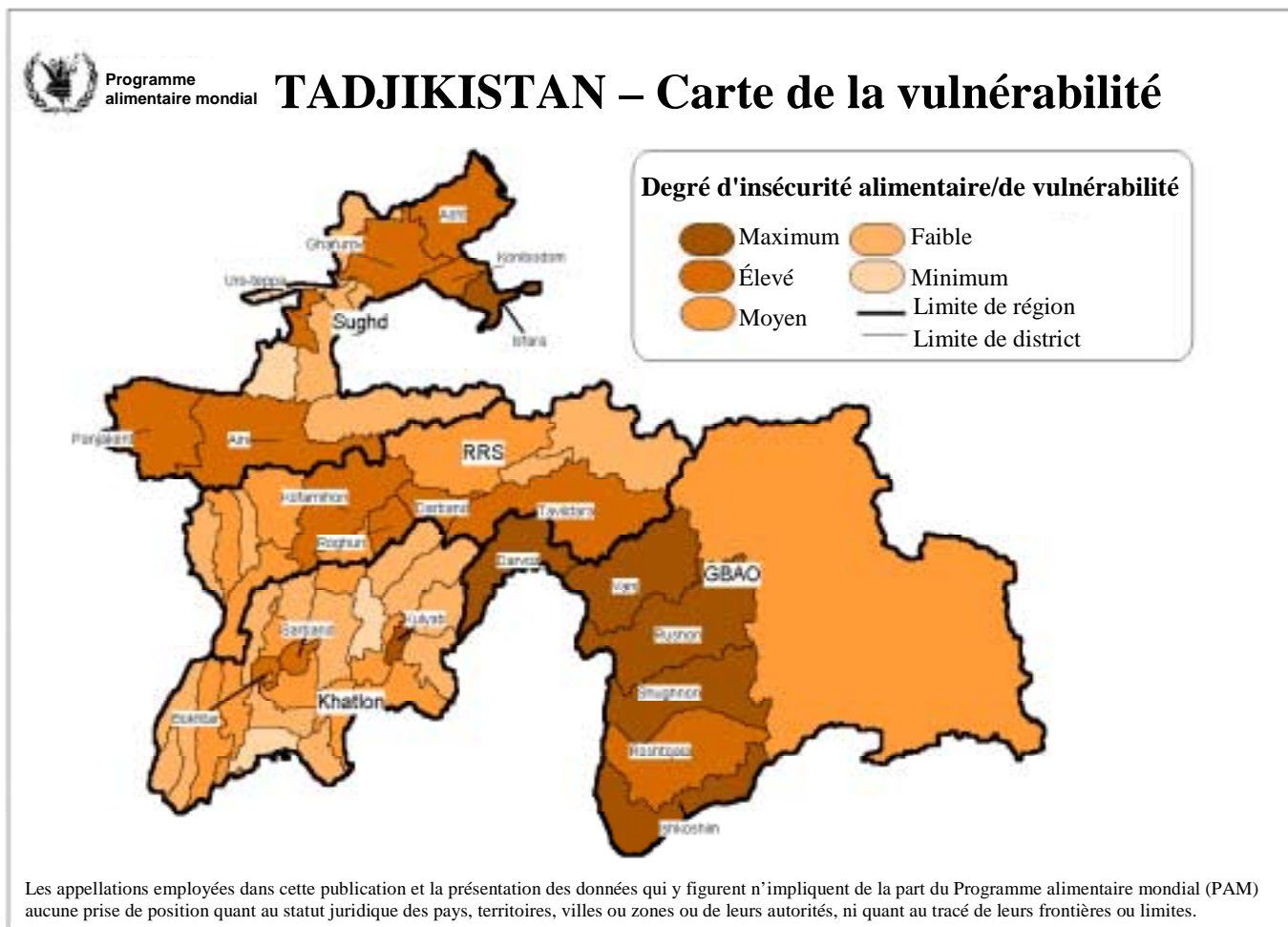
MATRICE DES INDICATEURS DE SUIVI		
Objectifs	Produits	Résultats
	<p>Quantité totale de produits alimentaires livrée aux points de distribution et quantité totale distribuée aux bénéficiaires</p> <p>Ponctualité des livraisons d'aide alimentaire</p>	
<p>Sécurité alimentaire: Promouvoir la sécurité alimentaire grâce à des activités de développement agricole</p>	<p>Nombre d'agriculteurs, hommes et femmes, participant aux activités de renforcement de la sécurité alimentaire</p> <p>Nombre de bénéficiaires, y compris les membres de la famille (femmes/hommes)</p> <p>Ratio entre les apports de multiplication de semences et la quantité et la qualité de la production</p> <p>Nombre et composition des rations alimentaires distribuées aux bénéficiaires</p> <p>Ponctualité des livraisons d'aide alimentaire</p>	<p>Augmentation de la production vivrière dans les régions cibles</p> <p>Amélioration de l'accès à l'alimentation des ménages ciblés</p> <p>Réduction du pourcentage du revenu du ménage consacré à l'alimentation</p> <p>Réduction du pourcentage de la population cible forcée de vendre des avoirs (mécanisme négatif de survie)</p>
<p>Activités VCT: Aider à la remise en état de l'infrastructure agricole, des systèmes d'approvisionnement en eau potable, des écoles, des systèmes d'assainissement et des services de santé</p>	<p>Nombre de femmes et d'hommes participant aux activités VCT</p> <p>Nombre de bénéficiaires, y compris les membres de la famille (femmes/hommes)</p> <p>Nombre moyen de rations distribuées chaque mois</p> <p>Nombre moyen de journées d'activité par mois</p> <p>Nombre de comités communautaires participant aux activités VCT</p> <p>Kilomètres de canaux remis en état</p> <p>Nombre de systèmes d'approvisionnement en eau remis en état</p> <p>Nombre d'écoles, de systèmes d'assainissement et d'établissements de santé remis en état</p> <p>Kilomètres de routes d'accès remis en état</p>	<p>Réduction du pourcentage du revenu du ménage consacré à l'alimentation</p> <p>Augmentation du nombre d'hectares de terre cultivée et de la production vivrière locale</p> <p>Réduction de l'incidence des maladies transmises par l'eau dans les régions ciblées</p> <p>Amélioration de l'état des écoles, des systèmes d'assainissement et des établissements de santé</p> <p>Amélioration de l'accès aux marchés, aux écoles et aux autres ouvrages d'infrastructure communautaire</p>



MATRICE DES INDICATEURS DE SUIVI		
Objectifs	Produits	Résultats
<p>Alimentation scolaire: Accroître les taux de scolarisation et d'assiduité scolaire</p>	<p>Nombre de filles et de garçons inscrits, par type d'école (préscolaire, primaire, secondaire pour les filles) et par région géographique</p> <p>Assiduité mensuelle des filles et des garçons, par classe</p> <p>Nombre total de journées d'alimentation par rapport au nombre de jours de classe</p> <p>Quantité d'aliments distribués/cuisinés, par produit</p> <p>Degré de satisfaction des élèves des communautés des repas scolaires/rations à emporter à la maison</p>	<p>Atténuation de la faim qui empêche les filles et les garçons d'assimiler les leçons</p> <p>Augmentation des taux de scolarisation et d'assiduité des filles et des garçons</p> <p>Augmentation du nombre de filles qui achèvent leurs études secondaires dans les régions ciblées par le programme</p> <p>Participation/appui des communautés dans le domaines de l'éducation</p>
<p>Activités VPF/activités génératrices de revenus: Promouvoir l'autonomie en faisant participer des bénéficiaires à des activités d'apprentissage d'un métier et à des activités génératrices de revenus</p>	<p>Nombre de participants (femmes et hommes) aux activités VPF/activités génératrices de revenus</p> <p>Nombre de bénéficiaires, y compris les membres de la famille (femmes/hommes), recevant une aide alimentaire du PAM</p> <p>Nombre et type de cours de formation organisés et qualité de la formation</p> <p>Nombre et type des activités génératrices de revenus organisées</p> <p>Débouchés de la production</p> <p>Nombre moyen de rations distribuées chaque mois</p>	<p>Réduction du pourcentage du revenu du ménage consacré à l'alimentation</p> <p>Application par les participants des compétences acquises grâce à la formation (femmes/hommes)</p> <p>Pérennité des activités génératrices de revenus</p> <p>Amélioration de l'accès des ménages pauvres aux avoirs productifs</p>
<p>Engagements en faveur des femmes: Élargir l'accès des femmes aux ressources</p>	<p>Nombre de femmes recevant une aide alimentaire</p> <p>Nombre de femmes participant aux activités de redressement</p> <p>Nombre total de femmes recevant une aide alimentaire du PAM</p> <p>Nombre de femmes participant, au sein des comités communautaires, aux décisions touchant la distribution de produits alimentaires</p> <p>Incorporation des Engagements en faveur des femmes aux documents énonçant les engagements des partenaires (lettres d'accord, etc.)</p>	<p>Mise en oeuvre des Engagements renforcés en faveur des femmes dans le cadre des projets appuyés par le PAM</p> <p>Amélioration de l'accès des femmes à l'alimentation</p> <p>Acquisition par les femmes de compétences de gestion et de qualités de chef</p> <p>Renforcement de l'influence et de la condition des femmes</p> <p>Habilitation des femmes grâce aux avoirs créés aux moyens des activités VCT</p>



ANNEXE IV



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACTED	Agence pour la coopération technique et le développement
AGV	Alimentation des groupes vulnérables
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
CEI	Communauté d'États indépendants
CFSAM	Mission d'évaluation des cultures et des disponibilités alimentaires
COMPAS	Système d'analyse, de traitement et de suivi du mouvement des produits
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OAGB	Oblast autonome de Gorno Badakhshan
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
REACT	Équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes
RSR	Région subordonnée à la République
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation

